

Investissements directs étrangers de l'UE25

Diminution des flux d'IDE avec les pays tiers et des flux intra-UE25 en 2004

En 2004, les IDE¹ (investissements directs étrangers) de l'**UE25** dans **les pays tiers** (flux sortants) ont reculé d'un quart, passant de 132 milliards d'euros en 2003 à 99 mrd en 2004, alors que les IDE vers l'**UE25** en provenance du reste du monde (flux entrants) ont diminué de plus de moitié, passant de 125 mrd en 2003 à 58 mrd en 2004.

Ces baisses ont été fortement influencées par les flux entre l'**UE25** et les **États-Unis**. En 2004, l'**UE25** a enregistré un désinvestissement de 17 mrd d'euros aux **États-Unis**, comparé à des investissements de 48 mrd d'euros en 2003. Dans le même temps, les investissements des **États-Unis** dans l'**UE25** ont chuté de près de 80%, passant de 50 mrd d'euros en 2003 à 11 mrd en 2004. En excluant les États-Unis, les investissements de l'**UE25** dans les autres pays tiers ont augmenté de 37%, pour atteindre 116 mrd en 2004 contre 84 mrd d'euros en 2003, tandis que ceux réalisés par les autres pays tiers dans l'**UE25** ont baissé de 37%, passant de 75 mrd en 2003 à 47 mrd d'euros en 2004.

Ces chiffres², publiés par **Eurostat**, l'**Office statistique des Communautés européennes**, proviennent des résultats préliminaires sur les IDE en 2004 et des données révisées de 2003³.

Le Royaume-Uni et le Luxembourg, principaux acteurs des flux d'IDE avec les pays tiers

Le **Royaume-Uni**, avec des flux sortants de 24 mrd d'euros, soit 25% du total de l'**UE25**, a été le plus grand investisseur dans les pays tiers en 2004, suivi du **Luxembourg** (16 mrd, soit 16%) et de l'**Espagne** (7 mrd, soit 7%). En ce qui concerne les flux entrants en provenance du reste du monde, le **Luxembourg**, avec 16 mrd d'euros et 27% du total de l'**UE25**, a été le principal bénéficiaire d'IDE, devant le **Royaume-Uni** (10 mrd ou 18%) et la **Belgique** (9 mrd ou 15%). Le rôle prédominant du **Luxembourg** dans les IDE de l'UE s'explique principalement par l'importance de ses activités d'intermédiation financière⁴.

En 2004, l'**UE25** a été un investisseur net dans le reste du monde, les flux sortants dépassant les flux entrants de 41 mrd d'euros (0,4% du PIB). En 2003, les flux sortants étaient supérieurs de 7 mrd aux flux entrants (0,1% du PIB). Parmi les États membres, le **Royaume-Uni** a été le principal investisseur net hors de l'**UE25** en 2004, avec un solde de 14 mrd d'euros. Avec des flux entrants supérieurs de 4 mrd aux flux sortants, la **Belgique** a été le plus grand bénéficiaire net d'IDE en provenance des pays tiers.

Les flux d'IDE à l'intérieur de l'UE25 ont diminué de 45% en 2004

En 2004, les flux d'IDE intra-UE25⁵ ont été inférieurs d'environ 45% à ceux de 2003. La **France** (40 mrd d'euros), le **Luxembourg** (32 mrd), le **Royaume-Uni** (28 mrd) et l'**Espagne** (27 mrd) ont été les principaux investisseurs à l'intérieur de l'UE25 en 2004. Les principaux bénéficiaires des investissements en provenance des autres États membres ont été le **Royaume-Uni** (53 mrd), le **Luxembourg** (30 mrd), la **France** (21 mrd) et la **Belgique** (19 mrd), alors que l'**Allemagne** a enregistré un désinvestissement de 28 mrd d'euros.

**Flux d'IDE de l'UE25: résultats préliminaires pour 2004 par principal partenaire,
en milliards d'euros**

	Flux sortants à destination de:						Flux entrants en provenance de:					
	Intra-UE25	Extra-UE25	dont				Intra-UE25	Extra-UE25	Dont			
			US	CH	JP	CA			US	CH	JP	CA
UE25²	150,4	98,5	-17,0	-3,3	20,5	1,9	132,2	57,6	10,6	16,0	-4,0	-6,0
Belgique	16,6	4,4	-2,8	0,3	0,7	-	18,9	8,8	3,1	0,5	0,3	-
République tchèque	0,1	0,3	-	-	-	-	2,9	0,7	0,2	0,1	0,2	-
Danemark*	c	c	0,2	0,3	-	-	c	c	-2,5	0,4	-	-
Allemagne	-3,1	-2,7	-7,0	1,0	0,7	0,3	-27,9	-3,2	0,3	-0,3	0,3	0,2
Estonie	0,2	-	-	-	-	-	0,6	0,2	-	-	-	-
Grèce*	0,3	0,2	0,1	-	-	-	0,9	0,2	0,1	0,1	-	-
Espagne*	26,8	7,0	-0,2	1,3	0,1	-0,5	8,9	-1,0	-1,0	0,1	-	-0,6
France	40,0	3,9	0,2	1,1	-0,3	-	20,5	1,1	4,8	1,3	-0,4	0,6
Irlande	5,4	3,8	-0,2	c	0,1	-	14,3	-3,0	1,7	-0,4	c	c
Italie	14,2	0,5	0,5	-0,8	-	-	10,2	1,9	0,7	0,8	0,2	-
Chypre	0,2	0,3	-	-	-	-	0,5	0,5	-	-	-	-
Lettonie	-	0,1	-	-	-	-	0,4	0,2	-	-	-	-
Lituanie	0,1	-	:	-	:	-	0,5	0,2	-	-	-	-
Luxembourg⁴	31,8	15,7	4,4	0,5	-	0,2	30,2	15,7	5,7	0,8	0,1	-1,9
Hongrie	0,2	0,2	-	-	-	-	1,6	1,7	0,2	0,3	0,1	-
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas**	-1,2	2,4	-4,7	-0,5	0,2	-0,2	1,8	-5,4	-6,6	2,2	0,8	0,2
Autriche	3,3	2,4	-	-	-	-	2,9	1,0	0,3	0,1	-	-
Pologne	0,5	0,1	-	-	-	-	5,2	-0,3	0,4	0,1	0,1	-
Portugal	4,9	0,1	0,1	-	-	-0,1	-1,3	2,2	0,1	-0,1	-	-
Slovénie	0,2	0,2	-	-	-	-	0,4	-	0,5	-0,5	-	-
Slovaquie	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Finlande	-1,2	0,3	0,3	c	-	0,2	3,3	0,4	0,2	0,4	c	c
Suède*	3,3	0,3	-0,5	-1,1	-0,1	0,1	-3,2	-0,6	0,2	0,4	-	0,1
Royaume-Uni***	28,4	24,2	-10,3	2,2	6,6	3,5	52,9	10,2	-2,8	8,3	-8,4	-4,2

Le signe moins indique un désinvestissement

US = Etats-Unis, CH = Suisse, JP = Japon, CA = Canada

: Données non disponibles

- Négligeable (moins de 50 millions d'euros)

c Confidentiel

* Données sans les bénéfices réinvestis

** Données excluant les entités à vocation spéciale

*** Estimation

**Flux d'IDE de l'UE25 : données révisées pour 2003 par principal partenaire,
en milliards d'euros**

	Flux sortants à destination de:						Flux entrants en provenance de:					
	Intra-UE25	Extra-UE25	Dont				Intra-UE25	Extra-UE25	dont			
			US	CH	JP	CA			US	CH	JP	CA
UE25²	268,3	132,3	47,9	12,5	3,7	5,5	232,3	125,2	50,2	21,0	2,2	11,9
Belgique	25,7	7,0	0,3	0,5	0,5	0,4	26,3	2,2	1,9	1,4	0,1	-0,3
République tchèque	0,2	-	-	-	-	-	1,2	1,1	0,2	0,2	0,2	-
Danemark*	1,1	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-	1,2	1,1	0,7	0,2	-	-
Allemagne	-4,1	0,9	-0,6	-0,1	1,4	-0,4	14,3	9,9	4,8	4,5	0,8	-0,3
Estonie	0,1	-	-	c	-	c	0,7	0,1	-	-	-	-
Grèce*	-0,3	0,4	-	-	-	-	0,9	-0,3	-	0,3	-	-
Espagne*	14,5	6,2	1,8	0,1	-	0,1	16,4	6,3	3,9	1,0	-	0,8
France	37,5	13,2	6,3	4,2	0,2	1,1	30,2	11,4	3,5	1,9	-0,4	4,6
Irlande	2,7	0,4	-0,6	0,1	c	c	18,6	5,2	-4,0	2,0	0,2	0,2
Italie	6,0	2,0	0,6	0,5	0,1	-	13,3	1,3	0,7	0,1	0,1	-
Chypre	0,4	0,1	-	-	-	-	0,5	0,4	-	-	c	c
Lettonie	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	-	-	-	-
Lituanie	-	-	:	:	:	-	0,1	0,1	-	-	-	-
Luxembourg⁴	58,1	31,4	2,7	-0,1	0,1	0,1	44,2	37,6	5,4	5,9	0,1	0,2
Hongrie	0,5	1,0	-	-	-	-	2,3	-0,2	0,2	-0,5	0,1	-
Malte	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Pays-Bas**	16,1	17,4	7,5	1,5	-0,3	0,3	17,5	-0,4	-4,7	0,5	1,8	-
Autriche	5,3	0,7	0,1	0,2	-	-	4,5	2,0	0,8	0,3	-	-
Pologne	0,1	0,1	-	-	-	-	2,8	0,9	0,5	0,2	0,1	-
Portugal	1,6	4,9	-	-	-	-	-	5,8	0,2	-	-	6,3
Slovénie	0,1	0,3	0,1	-	-	-	0,2	-	-	0,1	-	-
Slovaquie*	-	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-
Finlande	-0,8	-1,5	-1,2	1,4	-0,1	0,1	2,2	0,7	0,7	-0,3	-0,3	-
Suède*	10,5	0,3	-1,7	-0,2	-0,1	-0,2	1,2	-1,3	-1,2	-0,4	0,1	0,5
Royaume-Uni	17,7	41,1	26,4	2,9	0,5	4,0	11,1	6,9	4,3	2,0	-1,4	-0,5

Le signe moins indique un désinvestissement

US = Etats-Unis, CH = Suisse, JP = Japon, CA = Canada

: Données non disponibles - Négligeable (moins de 50 millions d'euros)

c Confidentiel

* Données sans les bénéfices réinvestis

** Données excluant les entités à vocation spéciale

1. **Les investissements directs étrangers (IDE)** sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention, pour une entité résidente dans une économie, d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie.. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. Formellement, cet intérêt est considéré comme acquis dès lors que l'investisseur possède 10% ou plus des actions ordinaires ou des voix au conseil d'administration (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour toute autre entreprise). Les flux d'IDE présentés ici incluent les bénéficiaires réinvestis, sauf indication contraire. En comparant les données 2003 et 2004, il faut garder à l'esprit que les résultats de 2004 sont préliminaires alors que ceux de 2003 sont semi-définitifs.
2. Les données concernant les agrégats de l'UE prennent en compte les données confidentielles, les estimations des données manquantes des États membres et les données relatives aux entités à vocation spéciale, qui sont collectées séparément par Eurostat et la BCE auprès des États membres qui n'incluent pas les IDE de ces entités dans leurs données nationales. Cela garantit le respect des normes internationales ainsi que l'exhaustivité des agrégats de l'UE et explique que le total des flux des États membres soit différent des agrégats de l'UE25. Les entités à vocation spéciale sont essentiellement des compagnies financières sous contrôle étranger, réalisant principalement des transactions financières transfrontalières, et qui ont une activité locale négligeable ou pas d'activité locale dans l'État membre de résidence.
3. Au regard des chiffres publiés pour 2003 sur le site internet d'Eurostat depuis le 1^{er} janvier 2005, les flux sortants de l'UE25 à destination des pays tiers ont été révisés à la hausse de 4,8%. Les flux entrants en provenance des pays tiers ont été révisés à la hausse de 10,6%.
4. Les données pour le Luxembourg comprennent les entités à vocation spéciale. En 2004, celles-ci y ont enregistré des flux sortants à destination des pays tiers d'un montant de 14,0 milliards d'euros et des flux entrants en provenance des pays tiers d'un montant de 15,1 mrd. Leurs flux sortants intra-UE25 se sont élevés à 30,2 mrd et leurs flux entrants intra-UE à 25,3 mrd. En 2003, elles avaient enregistré pour 31,0 mrd d'euros de flux sortants extra-UE25 et pour 36,3 mrd de flux entrants. Pour ce qui est des investissements intra-UE25, elles avaient réalisé 57,7 mrd d'euros de flux sortants et 40,1 mrd de flux entrants.
5. Bien qu'il existe un écart statistique entre les flux intra-UE entrants et sortants pour 2003 et 2004, le taux annuel de variation des flux entrants est identique au taux annuel de variation des flux sortants.

Publié par:
Service de presse d'Eurostat:

Philippe BAUTIER

**Bâtiment BECH
L-2920 LUXEMBOURG**

Tél: +352-4301-33 444

Fax: +352-4301-35 349

eurostat-pressoffice@cec.eu.int

Pour de plus amples informations sur les données:

**Paolo PASSERINI
Jean-Francois YATTIEN-AMIGUET**

Tél: +352-4301-33 754

Tél: +352-4301-34 902

Fax: +352-4301-33 859

Communiqués de presse d'Eurostat sur Internet:
<http://europa.eu.int/comm/eurostat.html>

paolo.passerini@cec.eu.int
jean-francois.yattien-amiguet@cec.eu.int